

Pensée incorrecte

par Pascal de Sutter /

Psychologue politique.

L'UNIVERSITE ET LA REUSSITE POUR TOUS

Il est politiquement correct de vouloir que l'université soit un système pratiquement gratuit et accessible au plus grand nombre. En poursuivant cette logique bien-pensante, le gouvernement francophone semble vouloir augmenter sa mainmise sur l'enseignement supérieur et universitaire. Il a échafaudé pour cela un nouveau décret dit « paysage ».

Mais sur le fond, on observe le maintien d'une politique générant le nivellement par le bas des diplômés (notamment en modifiant la moyenne de passage à 10/20 au lieu de 12/20) et la poursuite du libre accès pour un maximum de jeunes à des études universitaires bon marché (1). Or, ces dernières années, le financement des universités a diminué de 7 % alors que la population estudiantine augmentait de 65 %. Bilan : le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles pousse les universités à former des masses d'étudiants au rabais.

L'université pour tous est un mythe. Ce sont principalement les enfants des classes sociales les plus aisées qui y réussissent (2). En voulant rendre les études universitaires plus « faciles », le gouvernement communautaire va surtout faciliter la réussite des plus « riches ». Et qui paiera la facture de cette injustice ? Tous les contribuables (3), y compris les ouvriers qui ont rarement la chance d'accéder à ce système mal conçu pour eux. Sans oublier tous ces jeunes qui ont étudié dur pour se retrouver en surnombre avec des diplômes peu « utilisables » sur le marché du travail.

Combien de temps allons-nous poursuivre cet incroyable gâchis financier et humain ? Alors que l'Etat, les Communautés et les universités sont pratiquement en faillite. A quand une réforme vraiment utile ? Il existe pourtant des solutions. D'abord, on pourrait faire payer le coût réel des études universitaires à ceux qui les suivent. Tout en offrant un accès facilité et plus large aux bourses (4) en fonction des talents et moyens financiers de chacun. Ensuite, nous pourrions instaurer une année préparatoire généralisée avant l'entrée à l'université. Elle serait constituée d'une sorte de service civil où les candidats devraient bénévolement travailler pour la collectivité en côtoyant toutes les couches de la société. De préférence en apprenant aussi une autre langue.

En échange, ils auraient accès à des tests d'évaluation

approfondis de leur potentiel et à une orientation de carrière poussée. Les enfants issus des milieux les plus démunis, mais possédant un bon potentiel académique, seraient soutenus et encouragés à poursuivre des hautes études. Durant cette année de réflexion, si leur choix allait vers l'université, ils bénéficieraient de sérieux cours de préparation aux méthodes universitaires. L'ensemble des jeunes seraient

évalués en fin d'année et seulement alors, pourraient postuler aux différentes filières universitaires. Et pour finir, laissons un peu d'autonomie aux universités. Certes, elles ont encore des progrès à faire, mais il n'est pas démontré que les ingérences et les lubies du politique améliorent la situation. Mais rien ne vous oblige à penser comme moi... ●

(1) Former un étudiant à l'université en Belgique coûte en réalité 4 à 10 fois plus cher que ses frais d'inscriptions.

(2) Voir notamment l'étude de Catherine Vermandele, Vincent Dupriez, Christian Maroy et Maud Van Campenhoudt dans les *Cahiers de recherche* du Girsef. N°87. Janvier 2012.

(3) Les frais d'inscription (minerval) couvrent environ 15 % du coût réel de la formation universitaire, le reste est payé par le contribuable.

(4) Notamment pour payer les 8 000 euros annuels que coûte un étudiant aux parents, en plus des frais d'inscription.